



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique



ARRÊTÉ

du 29 MAI 2018

modifiant le tableau de classement de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2008 autorisant la société PROLOGIS france XCVII à exploiter un entrepôt rue de Chalons-sur-Saône à STRASBOURG.

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment son article R 181-45,

VU l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2008 portant autorisation d'exploiter des entrepôts par PROLOGIS France XCVII Eurl, rue de Chalons-sur-Saône à STRASBOURG,

VU la notification du 30 juin 2017 de modification des conditions d'exploitation des entrepôts autorisés,

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 20 décembre 2017 ;

L'exploitant entendu,

CONSIDÉRANT que la notification du 30 juin 2017 ne comporte pas de modification substantielle des conditions d'exploitation de l'entrepôt, et que ces modifications ne nécessitent pas d'adaptation des prescriptions associées à l'autorisation susvisée,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Le tableau de classement de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2008 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique de la Nomenclature ICPE	Désignation des installations	Caractéristiques de l'installation	Classement
1510-1	Entrepôts couverts	Au maximum 194 000 tonnes entreposées dans environ 427 600 m <sup>3</sup>	A
1530-1	Stockage de papier carton ou matériau combustible analogue	110 400 m <sup>3</sup>	A
1532-1	Stockage de bois ou matériau combustible analogue	110 400 m <sup>3</sup>	A
4755-2b	Alcool de bouche, quantité inférieure à 5000 t (3400 t), le volume des alcools de titre alcoométrique supérieur à 40 % étant supérieur ou égal à 50 m <sup>3</sup> et strictement inférieur à 500 m <sup>3</sup> .	445 m <sup>3</sup>	DC
2662-1	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	40 000 m <sup>3</sup>	A
2663-2b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques),	43000 m <sup>3</sup>	E
1450.2	Stockage de solides inflammables	415 kg	D
4802-2a	Gaz à effet de serre fluorés, emploi dans des installations climatiques ou frigorifiques	1247 kg	DC
2910	Installations de combustion (gaz)	1,84 MW	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	152 kW	D

### Article 2 -Publicité.

Le présent arrêté est publié et affiché suivant les modalités prévues à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

### Article 3 -Frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société PROLOGIS France XCVII Eurl.

## **Article 5 - Exécution.**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le Maire de Strasbourg, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société **PROLOGIS France XCVII Eurl.**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

  
NADIA IDIRI

### **Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG :

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, peuvent contester la légalité de la décision dans les quatre mois qui suivent le premier jour de sa publication ou de son affichage. A cet effet, ils peuvent saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

